

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP 189
93003 Bobigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CORIANCE

10 allée Bienvenue
Immeuble Horizon 1
93885 CEDEX
93160 Noisy-le-Grand

Références : /
Code AIOT : 0006506369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement CORIANCE implanté 31 avenue Andreï Sakharov ZAC Bondy Nord 93140 BONDY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du contrôle inopiné Air.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORIANCE (SOCIETE THERMIQUE DE BONDY) 31 avenue Andreï Sakharov ZAC Bondy Nord 93140 BONDY
- Code AIOT : 0006506369
- Régime : Enregistrement – R. 2910-A-1.
- Statut Seveso : Non Seveso

Cette chaufferie (2 chaudières biomasse - 1 cogénération/moteur gaz Caterpillar - 3 générateurs gaz/fuel susceptibles de fonctionner simultanément en ultime secours) est exploitée par 3/4 personnes présentes en permanence sur le site, et située dans une zone d'activités, qui comprend deux bâtiments. Elle assure la production d'eau chaude pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire des quartiers voisins.

Depuis 2018, la commune de Bondy en est devenue propriétaire mais c'est la Société CORIANCE qui l'exploite.

Réglementations :

AP 25/10/1999 et APC 05/04/2016

AM 03/08/2018 nouvelles VLE et article 25

AM 31/03/2008 Quotas émissions gaz effet serre

Thèmes de l'inspection : Air - contrôle inopiné

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôles et analyses (inopinés ou non) Auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, article 15.2.1 (Article 25 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018, installation combustion rubrique 2910 d'une puissance thermique inférieure à 50 MW)	Lettres de suite
2	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, article 18.8.4	Lettres de suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné des rejets atmosphériques réalisé par l'organisme APAVE relatif aux Valeurs Limites d'Émissions (VLE) effectué du 12 au 20 novembre 2024 et le 11 février 2025 n'a pas conclu à la conformité des rejets, avec des écarts importants sur plusieurs paramètres , de différentes installations de la chaufferie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôles et analyses (inopinés ou non) - Auto surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, article 15.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, pollution de l'air

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés à l'article relatif aux valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques du titre III. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par cet arrêté d'autorisation. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.

Les mesures portent sur les rejets des 2 conduits gaz et des 2 conduits biomasse et ciblent les paramètres suivants :

Paramètre	Fréquence pour le conduit FOD n° 1 et 2	Fréquence pour le conduit moteur gaz n° 4	Fréquence pour les conduits gaz (n° 1-2-3)	Fréquence pour les conduits biomasse (n° 1 et 2)
Teneur en O2	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle	En continu
Température	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle	En continu
Pression	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle	En continu
Vapeur d'eau	Sans objet - gaz séchés	Sans objet - gaz séchés	Sans objet - gaz séchés	Sans objet - gaz séchés
Poussières	Semestrielle	Semestrielle	Semestrielle	En continu
SO2	Semestrielle et estimation journalière	Semestrielle et estimation journalière	Semestrielle et estimation journalière	En continu
NOx en équivalent NO2	Semestrielle	Semestrielle	Semestrielle	En continu
CO	Annuelle	Annuelle	Annuelle	En continu
HAP	Annuelle	Annuelle	/	Annuelle
COVNM (en carbone total)	Annuelle	Annuelle	/	Annuelle
NH3	Sans objet - pas de traitement Nox à l'ammoniac ou à l'urée	Sans objet - pas de traitement Nox à l'ammoniac ou à l'urée	Sans objet - pas de traitement Nox à l'ammoniac ou à l'urée	Sans objet - pas de traitement Nox à l'ammoniac ou à l'urée
HCl	/	/	/	Annuelle
HF	/	/	/	Annuelle
Dioxines et furanes	/	/	/	Annuelle
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	Annuelle	/	/	Annuelle
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	Annuelle	/	/	Annuelle
Plomb (Pb) et ses composés	Annuelle	/	/	Annuelle
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	Annuelle	/	/	Annuelle

* La mesure en continu n'est pas obligatoire si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites. Dans ce cas, une mesure semestrielle est effectuée et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basées sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

** Pour le SO₂ en sortie des conduits gaz, l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

*** Analyse semestrielle après 3 analyses mensuelles successives conformes.

**** Analyse annuelle après 3 analyses mensuelles successives conformes.

La mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau n'est pas exigée si les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.

Constat :

L'Inspection n'avait pas demandé la réalisation d'un contrôle inopiné des rejets atmosphériques depuis 2016.

Le contrôle 2024 par l'organisme APAVE s'est déroulé du 12 au 20 novembre 2024 et s'est achevé le 15 février 2025.

L'Inspection était présente en toiture le 13/11/2024 dans la matinée pour les mesures des dioxines et furanes au droit de la cheminée de la chaudière biomasse de 4,6 MW.

APAVE a transmis ses rapports de résultats datés des 13/12/2024 et 14/02/2025 de prélèvements des rejets atmosphériques lesquels conduisent à des rejets non conformes.

Type de suites proposées : cf. fiche de constats N°2

N° 2 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, article 18.8.4

Thème(s) : Risques chroniques, pollution de l'air

Prescription contrôlée :

Les mesures de rejets des gaz émis sont effectuées indépendamment sur chacun des conduits.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm3	Conduits 1, 2 (chaudière gaz)	Conduit 4 (moteur gaz)	Conduit 1 et 2 (chaudière biomasse)	Conduit 3 (chaudière mixte)	
				fuel	gaz
Concentration en O2 de référence	3 %	15 %	6 %	3 %	3 %
Poussières	5	10	30	50	5
SO2	35	10	200	170	35
NOX en équivalent NO2	120	130	400	150	120
CO	100	100	200	100	100
HAP	0,1	0,1	0,01	0,1	0,1
COVNM (en carbone total)	110	110	50	110	110
NH3	20	20	20	20	20
HCl	-	-	10	-	-
HF	-	-	5	-	-
Dioxines et furanes	-	-	0,1.10-6 I-TEQ	-	-
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	-	-	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée (Cd+Hg+Tl)	-	-
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	-	-	1 pour la somme exprimée (As+Se+Te)	-	-
Plomb (Pb) et ses composés	-	-	1 exprimé en Pb	-	-
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	-	-	20 pour la somme exprimée (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	-	-

Ces VLE s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Les critères définissant les périodes de démarrage et d'arrêt des chaudières biomasse, conformément à la décision d'exécution de la Commission n°2012/249/UE, sont les suivants :

- la période de démarrage de la chaudière est achevée lorsque le minimum technique de 30 % de charge est atteint et que la chaudière fonctionne en automatique (régime stabilisé) ;
- la période d'arrêt de la chaudière commence lorsque la charge descend en dessous de 30 %.

Lors des conditions d'exploitation autres que les conditions d'exploitation normales, les critères suivants doivent être respectés :

- présence de mesures garantissant que les périodes de démarrage et d'arrêt sont d'aussi courte durée que possible,
- présence de mesures garantissant que tous les équipements antipollution sont mis en oeuvre dès que cela est techniquement possible.

Constats :

Le rapport APAVE n° 100256519-001-1 du 13/12/2024 qu'elle nous a transmis par mail du 13/12/2024 à la suite de l'intervention partielle du 12/11/2024 au 20/11/2024 conduit à des rejets atmosphériques **NON-CONFORMES** (NC) avec des écarts "**IMPORTANTES** (NCi) :

= Chaudière 1 au gaz : => (C).

= Chaudière 1 au FOD :

- **NOx = 183 mg/Nm3** (183, 183 et 182 mg/Nm3) – [VLE : 150 mg/Nm3]. => [NCi].

= Chaudière 2 au gaz : => (C).

= Chaudière 2 au FOD :

- **NOx = 207 mg/Nm3** (206, 207 et 208 mg/Nm3) – [VLE : 150 mg/Nm3]. => [NCi].

= Chaudière 3 au gaz : => (C).

= Chaudière biomasse 1 (4,6MW) :

- **HCl = 15,4 ng/Nm3** (8,3, 17,0 et 20,7 ng/Nm3) – [VLE : 10 ng/Nm3]. => (nc).

- **PCDD/F = 0,67 ng/Nm3** – [VLE : 0,1 ng/Nm3]. => [NCi].

= Chaudière biomasse 2 (1,17MW) :

- **NOx = 458 mg/Nm3** (462, 444 et 468 mg/Nm3 – [VLE : 400 mg/Nm3]. => [NCi].

- **HCl = 27,3 mg/Nm3** (36,3 30,4 15,3 mg/Nm3) – [VLE : 10 mg/Nm3]. => [NCi].

- **PCDD/F = 0,49 ng/Nm3** – [VLE : 0,1 ng/Nm3]. => [NCi].

En conclusion, les 2 chaudières mixtes gaz/FOD (n°1 et 2), la chaudière gaz (n°3) et les 2 chaudières biomasse ont bien été contrôlées lors du CI AIR 2024 réalisé par l'APAVE du 12/11/2024 au 20/11/2024.

Les non-conformités ci-dessus relevées par l'APAVE dans son rapport susvisé portent sur :

- les NOx, l'HCl, et les PCDD/F en ce qui concerne les chaudières biomasse.

- les NOx en ce qui concerne les chaudières mixtes n°1 et n°2 en mode FOD,

(Aucun dépassement des VLE n'a été noté lors du fonctionnement en mode gaz des chaudières n° 1, 2 et 3).

Mais le contrôle n'a été que partiellement réalisé. En effet, outre les 5 chaudières, il existe également un **moteur de cogénération** (1 moteur gaz 4,04 MW - 1,636 MW thermique), qui était hors service lors de l'intervention.

Le rapport APAVE n° 134764268-001-1 du 14/02/2025 à la suite de la **seconde partie du contrôle inopiné (son achèvement) lors de l'intervention du 11 février 2025** portant sur le moteur de cogénération (1 moteur gaz 4,04 MW - 1,636 MW thermique) conduit à des rejets atmosphériques **NON-CONFORMES** (NC) :

- **NOx = 215 mg/Nm3** (209, 218 et 219 mg/Nm3) - [VLE : 130 mg/Nm3].

Ainsi, l'exploitant prévoit pour respecter les valeurs limites d'émission de :

- changer de qualité de bois sur les chaudières biomasse début mars, de faire effectuer par l'organisme VERITAS des mesures des rejets atmosphériques dans la semaine du 10 mars 2025, et de nous transmettre les résultats de ces prélèvements. De plus, un réglage de combustion de la chaudière bois de 1 MW a déjà été effectué pour revenir à une valeur de NOX conforme.

- remplacer les brûleurs des chaudières mixtes durant l'été 2025, et de faire effectuer des mesures via un bureau de contrôle des rejets atmosphériques, sur les deux modes d'alimentation (FOD et gaz) après la mise en service des brûleurs neufs.

Type de suites proposées :

Les lettres de suite avec actions à mettre en œuvre datées des 16/12/2024 et 25/02/2025 relatives aux non-conformités du contrôle inopiné air en 2024 ont été envoyées à l'exploitant.

Et au vu des résultats en particulier dioxines-furanes, peut-être dû à la variabilité de la qualité du bois, l'Inspection a annoncé à l'exploitant par lettre datée du 3 mars 2025 la reprogrammation d'un contrôle inopiné air en 2025 pour les rejets atmosphériques des chaudières biomasse, même si l'exploitant en prévoit un après le changement de la qualité du bois, et lui a demandé la transmission des rapports des nouvelles mesures des rejets atmosphériques réalisées à son initiative sur l'ensemble des chaudières biomasse et FOD pour l'année 2025.